



## **DIRECTION INSERTION INCLUSION**

### **APPEL A CANDIDATURE**

### **DELEGATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PERSONNALISE (MASP)**

**2022 – 2024**

**EN APPLICATION DE L'ARTICLE L271-3 DU CASF**

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION :**

### **1. Objet de la consultation**

La Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, instaure deux nouvelles mesures : la Mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP) mise en œuvre par les Départements, et la Mesure d'accompagnement Judiciaire (MAJ), exercée par un mandataire judiciaire.

Selon l'article L271-3 du Code de l'action sociale et des familles, « le Département peut déléguer, par convention, la mise en œuvre de la mesure d'accompagnement social personnalisé à une association, un organisme à but non lucratif ou à un organisme débiteur de prestations sociales. ».

Le Département de la Gironde a fait le choix de déléguer la mise en œuvre des mesures. La délégation ne comprend ni la décision d'ouverture de la MASP, ni la signature du contrat MASP qui restent les prérogatives du Département.

Le présent appel à candidature a pour objet la mise en œuvre des MASP sur une période de 3 ans du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2024. Il vise à retenir les opérateurs chargés de la mise en œuvre des Mesures d'Accompagnements Social Personnalisé de niveau 1 et 2. Les délégataires devront intervenir conformément aux attentes de la consultation et dans le cadre défini par le cahier des charges joint en annexe.

### **2. Modalités de consultation**

Le présent avis d'appel à candidature est accessible par le site internet du Département de la Gironde.

Sont consultables et téléchargeables sur le site internet <https://www.gironde.fr> :

L'avis d'appel à projet et ses annexes :

ANNEXE 1 -- Cahier des charges

ANNEXE 2 – Décret n°2008-1498 du 22 décembre 2008 fixant les prestations ouvrant droit à la MASP

ANNEXE 3 – Données statistiques annuelle ETAT (base 2019)

ANNEXE 4 – Carte des Pôles Territoriaux de Solidarité

Le dossier de consultation est aussi remis en mains propres ou adressé par courrier aux candidats qui en font la demande par courrier à l'adresse suivante :

Conseil Départemental de la Gironde  
Direction Insertion Inclusion – Mission Territoires et Développement social  
1 Esplanade Charles-de-Gaulle  
CS 71 223  
Bordeaux Cedex

### **3. Territoires concernés :**

L'ensemble du département de la Gironde est couvert. L'appel à candidature est découpé en 9 lots précisés ci-après correspondants aux Pôles Territoriaux de Solidarité (PTS) :

Lot 1 : Territoire de Solidarité du Médoc (Environ 43 mesures)

Lot 2 : Territoire de Solidarité du Bassin (Environ 30 mesures)

Lot 3 : Territoire de Solidarité de la Porte du Médoc (Environ 46 mesures)

Lot 4 : Territoire de Solidarité des Graves (Environ 58 mesures)

Lot 5 : Territoire de Solidarité du Sud Gironde (Environ 60 mesures)

Lot 6 : Territoire de Solidarité du Libournais (Environ 50 mesures)

Lot 7 : Territoire de Solidarité de Haute Gironde (Environ 36 mesures)

Lot 8 : Territoire de Solidarité des Hauts de Garonne (Environ 57 mesures)

Lot 9 : Territoire de Solidarité de Bordeaux (Environ 96 mesures)

Le candidat peut répondre à un ou plusieurs des 9 lots territoriaux.

Un candidat sera retenu pour chacun des lots.

#### **4. Présentation du dossier de candidature :**

Le candidat devra produire un projet détaillé qui devra **obligatoirement** comporter :

- ❖ Une présentation de la structure, ses moyens, la liste des prestations similaires effectuées récemment.
- ❖ Un budget de fonctionnement analytique d'un « mois mesure » précisant les temps dédiés aux accompagnements, au travail administratif et ceux nécessaires aux déplacements et les frais y afférents.
- ❖ Les modalités de mise en œuvre concernant la mission comportant différents volets :
  - a. *Sur le plan des ressources humaines :*
    - 1. Le nombre d'intervenants affectés à la mission (en ETP).
    - 2. Le nombre d'accompagnements maximum par ETP,
    - 3. La qualification (diplômes), l'expérience et les compétences au regard du curriculum vitae,
    - 4. Les dispositions envisagées afin d'assurer la continuité de service en cas d'absences (formations, congés, maladie...) et les précisions du temps de réactivité d'une d'intervention,
    - 5. Les conditions d'accompagnement et de formation des nouveaux intervenants.
  - b. *Sur le plan des modes de gestion :*
    - 1. Les modes de gestion des prestations sociales, de contrôle de gestion (MASP 2)
    - 2. La création de compte bancaire individualisé (MASP 2)
    - 3. Les outils permettant le suivi de la mesure : indicateurs d'évaluation, temps estimé par mesure, bilan annuel quantitatif et qualitatif (MAPS 1 & 2)
    - 4. Les outils informatiques permettant de transmettre des fichiers informatisés au Conseil Départemental (indicateurs de suivi des mesures au regard des données agrégées listées par décret)
  - c. *Sur le plan de l'information avec le département :*

1. Les modes d'informations, d'échanges et de coopération avec les services départementaux territoriaux sur le suivi des mesures et les bilans de fin de mesures,
2. Les modes d'information des indicateurs au Conseil Départemental.

## **5. Dépôt des candidatures**

Chaque candidat devra adresser, en une seule fois, un dossier de candidature, accompagné d'un courrier de déclaration de candidature, comportant les coordonnées du candidat.

Les dossiers de candidature devront être adressés, complets, **avant le 6 octobre 2021 à 18 heures** :

- De préférence en version numérique par courriel à : [l.muret@gironde.fr](mailto:l.muret@gironde.fr) avec copie à [c.romandziandzia@gironde.fr](mailto:c.romandziandzia@gironde.fr) et [p.plessiet@gironde.fr](mailto:p.plessiet@gironde.fr)
- Une version papier pourra également être remise par courrier à l'adresse suivante en LRAR cachet de la poste faisant foi :

Conseil Départemental de la Gironde  
Direction Insertion Inclusion – Mission Territoires et Développement social  
1 Esplanade Charles-de-Gaulle  
CS 71 223  
Bordeaux Cedex

Les candidats ayant déposé une offre devront mentionner l'adresse email à laquelle ils pourront recevoir des informations.

Les candidats pourront obtenir des précisions complémentaires en adressant leur demande d'information à l'attention de : [c.romandziandzia@gironde.fr](mailto:c.romandziandzia@gironde.fr) avec copie à [l.muret@gironde.fr](mailto:l.muret@gironde.fr)

Le Département se réserve la possibilité de demander des précisions ou/et toute pièce complémentaire utile par écrit ou par mail.

## **6. Conditions d'examen des candidatures**

L'appel à candidature vise :

- Les associations régies par la loi du 1er juillet 1901, les organismes à but non lucratif, les organismes débiteurs de prestations sociales, une autre collectivité territoriale, ou un centre communal ou intercommunal d'action sociale, selon l'article L.271-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Choix des candidatures :

- Un comité de sélection interne au Conseil Départemental (A préciser composition du comité) examinera l'ensemble des dossiers de candidatures.
- Au regard de la conformité des dossiers au cahier des charges annexé ci-après, le comité de sélection proposera au président du Conseil Départemental les opérateurs retenus sur chaque lot. La décision finale sera prise par le Président du Conseil Départemental.
- Chaque candidat sera informé par courriel des propositions retenues dans les 5 jours suivant la réunion du comité de sélection

- Le département se réserve le droit de retenir les candidats sur une partie des lots sur lesquels ils ont postulé. Aucune indemnisation ne sera versée aux candidats, quelle que soit la suite donnée à leur proposition.

Critères de sélection des candidats :

- a. Sur le plan des ressources humaines :
  - Les compétences techniques de l'équipe mobilisée sur le projet **(25 points)**
  - Les modalités et la pertinence de prise en charge des bénéficiaires, garantissant notamment la continuité de service et les suivis en cours **(25 points)**
- b. Sur le plan des modes de gestion :
  - Les modalités de gestion envisagées et notamment celles permettant de garantir la séparation entre la mission MASP et les autres missions du prestataire **(10 points)**
  - Les éléments budgétaires **(15 points)**
- c. Sur le plan des relations avec le département : les modalités de coordination avec les services du département **(25 points)**

**Total 100 points**

**6. Mise en œuvre de la délégation :**

- a. Délai d'exécution :

Les accompagnements devront être mis en œuvre à partir du 1er janvier 2022.

- Pour ceux qui sont en cours et pour lesquels l'ancien prestataire n'est pas en mesure de poursuivre l'accompagnement jusqu'au terme de la mesure, une liaison sera organisée afin d'effectuer un passage de relais entre l'ancien et le nouvel opérateur retenu.
- Les nouveaux accompagnements démarreront dès la signature des premiers contrats MASP
- Modalités de mise en œuvre :

Une convention sera signée entre les opérateurs retenus et le Département pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 conformément au cahier des charges ci annexé. Elle sera soumise préalablement au vote de l'assemblée départementale.

- b. Financement :

Le règlement sera effectué à trimestre échu, en fonction du nombre de mois sur présentation, par l'opérateur, d'un récapitulatif des mesures réalisées.

Ce document devra préciser l'adresse et le RIB de la structure ainsi que le coût total des mesures réalisées.